

À l'heure d'un mouvement social inédit secouant le territoire, les jeunes Guyanais construisent leur futur à travers la lutte mais aussi le théâtre, lieu d'éclosion et d'affirmation d'un multiculturalisme porteur d'espoir. Reportage à Saint-Laurent-du-Maroni.

Kimmy Amiemba, élève de la première promotion du théâtre-école Kokolampoe, donne corps à une reine-mère, allégorie d'une Afrique en souffrance dans la pièce « Catharsis » de Gustave Akakpo.

Une odyssée humaniste dans un enfer carcéral. Au cœur du camp de la Transportation de Saint-Laurent-du-Maroni, qui a vu défiler des milliers de prisonniers pendant un siècle, les amoureux du théâtre et les comédiens ont désormais investi l'espace. Serge Abatucci et Ewlyne Guillaume, fondateurs de la compagnie KS and Co, puis du projet de théâtre-école Kokolampoe (TEK) en 2012, ont choisi ce lieu chargé d'histoire pour bâtir à travers les arts un futur pour la Guyane. Point d'ancrage de la création dans l'Ouest, le bain n'a pas échappé à l'ébullition sociale qui a secoué le territoire cette année, de mars à fin avril. Au plus fort des blocages et des manifestations, le collectif culturel Now Now, regroupant différents acteurs du secteur dont KS and Co, s'est installé dans la prison à ciel ouvert sur les rives du fleuve Maroni. La mobilisation massive a permis aux Guyanais, Créoles, Bushinengués (descendants des esclaves qui ont fui les plantations au XVIII^e siècle), Amérindiens, ulcérés par le manque d'investissements et le mépris de l'État français, de se faire entendre.

SUR LES BRAISES

C'est exactement l'élan qui anime Serge Abatucci : « Ça fait longtemps, en ce qui nous concerne, que nous sommes mobilisés, il faut sortir de ce système colonial qui nous empêche de penser le monde par nous-mêmes, c'est une question de modernité ! Il faut prendre en compte la difficulté des personnes à exister et à être respectées dans leur culture. Notre école est un espace fort pour ça. Ce n'est pas juste un projet de théâtre, mais de société. » En explorant les multiples identités guyanaises, en valorisant les savoirs, le TEK, cursus de trois ans en partenariat avec le CFPTS (Centre de formation professionnelle aux techniques du spec- »

Tréteaux du Maroni

Le tremplin d'une émancipation guyanaise



Le camp de la Transportation, devenu lieu de création depuis que la compagnie KS and Co s'y est installée, il y a une dizaine d'années.



Les répétitions des techniciens et des comédiens s'intensifient avant la première de « la Nuit des rois », de William Shakespeare, fruit de plus d'un an de travail.



» tacle) et l'Ensatt (École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre), donne corps à cette ambition. Il est aussi porteur d'avenir pour cette jeunesse touchée de plein fouet par le chômage avec un taux record de 47 % dans la ville. En cette veille du premier tour de la présidentielle, les barrages viennent d'être levés à Saint-Laurent-du-Maroni. Un plan d'urgence de 1 milliard d'euros, censé pallier le manque d'infrastructures, ainsi que des mesures financées à hauteur de 2 milliards ont été actés par le gouvernement après des tractations tendues. C'est sur les braises rougeoyantes de la contestation que le festival de théâtre les Tréteaux du Maroni s'ouvre. Les spectateurs se pressent à l'intérieur du bain pour assister à la représentation de « la Nuit des rois », de William Shakespeare, interprétée par les élèves de la deu-

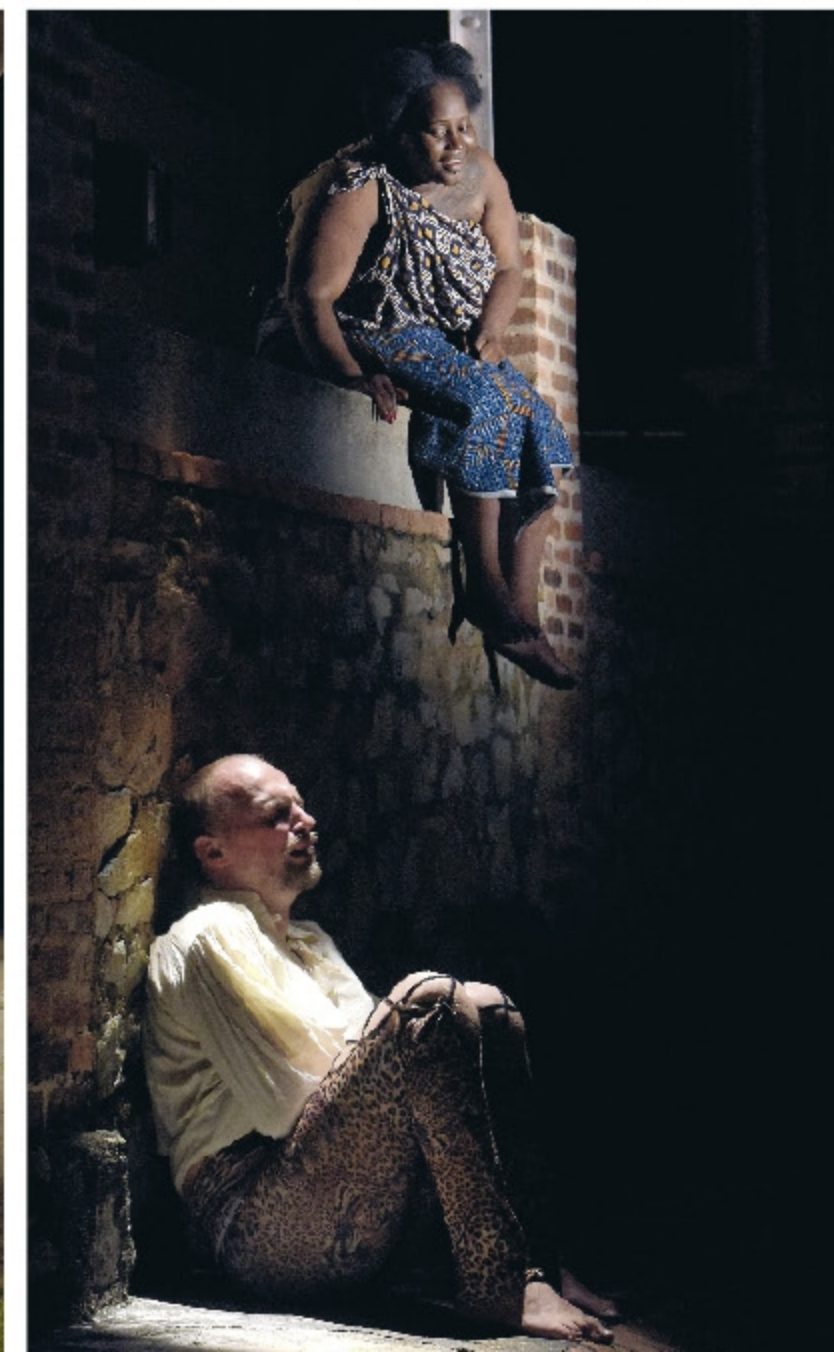
xième promotion du théâtre-école Kokolampoe (qui signifie petite lampe à pétrole en bushinengué), mais aussi deux comédiens professionnels, anciens de l'Ensatt, et deux artistes de la Scène nationale de Martinique. La nuit étoilée enveloppe la scène en plein air. Entre deux cases, ex-dortoirs des forçats, les comédiens se glissent avec délice dans les intrigues du maître anglais. Les répliques piquantes, rehaussées par une mise en scène millimétrée, laissent éclore les talents.

SHAKESPEARE EN SARAKA

En comploteuse chevronnée, Jessica Martin incarne énergiquement Maria, la servante à la croisée des manigances. La volubile Martini-kaïse de 24 ans a plongé tête la première dans le théâtre après des études de langues étrangères appliquées et de relations internationales, à cheval entre la Guyane et l'Hexagone. « Au début, je pensais

que Shakespeare, c'était « Ô, mon Roméo » », rit-elle avant de reprendre : « Avec Maria, je suis allée chercher les émotions à l'intérieur. » Une fois le rideau baissé, l'âpre réalité reprend ses droits. Jessica vit avec 460 euros de garantie jeune (aide à destination des 16-26 ans vivant dans des conditions de ressources précaires). « Je suis hébergée par la famille d'un ami, sinon, je ne pourrais pas me permettre d'être là. Mes proches me demandent pourquoi je ne veux pas faire autre chose avec mes diplômes... C'est dur. » Plutôt que de se laisser abattre, la jeune femme, qui est aussi chanteuse et héroïne d'un long métrage, a élargi ses horizons. « Avec Josy (une autre comédienne de la pièce, d'origine brésilienne – NDLR), nous étions les seules de la promotion à ne pas parler le sarakaka (langue créole anglo-portugaise parlée en Guyane – NDLR) et le »

Dans le bain, au pied d'un ancien lavoir, les comédiens se lancent dans une intrigue comique toute shakespearienne.



Les élèves de la deuxième promotion du théâtre-école et un ancien étudiant de l'Ensatt (rue Blanche) font des calages de dernière minute sous le regard de la metteuse en scène Delphine Cottu.



Serge Abatucci et Ewlyne Guillaume, piliers de KS and Co, croient en la valorisation des cultures et des savoirs pour un avenir meilleur en Guyane.



Dans l'une des cases du bagne, les visages des habitants de Saint-Laurent-du-Maroni sont mis en lumière dans l'exposition « Portraits de territoire ».



Lors du festival de théâtre les Tréteaux du Maroni, les spectateurs voient se succéder spectacles de cirque et mises en scène intimistes.



Avec un chômage massif, la jeunesse veut croire en un autre avenir à travers la lutte sociale (ici, à Kourou, lors d'une manifestation monstre en avril dernier) mais aussi grâce aux pratiques artistiques et créatives mettant en avant le multiculturalisme, une grande richesse de la Guyane.



» sranan tongo. Un autre de nos camarades, Devano, parle, lui, cinq langues. Pendant les improvisations, quand j'avais du mal à m'énervier, je le faisais en créole, ça passait tout seul. Dans cette pièce, ça me plaît que chacun garde son identité. » Au milieu des tirades imaginées par Shakespeare, quelques expressions fusent d'ailleurs dans la langue maternelle des comédiens, fruit d'un travail d'appropriation concerté. « Les jeunes sont plein de talents ! s'enthousiasme Ewlyne Guillaume, co-initiatrice du projet. Ils avaient besoin d'une formation en immersion. Ils sont en train de se découvrir eux-mêmes, généreux, multiculturels. C'est un pays défragmenté qu'on oblige à se sous-estimer. »

« J'AI TOUT REPRIS À ZÉRO »

Dans les habits d'Orsino, duc d'Ilyrie, Devano Bhattoe, 23 ans, dépasse sa timidité pour laisser entrevoir la passion frémissante de son personnage. Le chanteur d'origine indo-néerlandaise et amérindienne voulait devenir technicien. Lors de son audition pour intégrer la for-

mation, il a été d'office aiguillé vers le jeu. À l'ombre du lavoir, entre deux filages, il confie d'une voix douce. « J'apprends à gérer la partie trac et à être en connexion avec mes partenaires. » Il n'a pas pour autant l'esprit tranquille. La pression financière est forte. « L'année

« Quand j'ai du mal en impro, je le fais en créole, ça passe tout seul. Ça me plaît que chacun garde son identité. »

prochaine, j'aimerais faire une pause, mais pas abandonner. » Depuis la deuxième promotion de 2014, la collectivité territoriale guyanaise suit de près ces jeunes inscrits sur les listes du chômage et bénéficiaires du RSA. Le suivi a été renforcé. « Ils touchent leurs allocations mais avec un accompagnement spécialisé, détaille Neriela Ferreira, responsable de l'agence du bassin ouest à la collectivité territoriale de Guyane (CTG). En cas de besoin, ils peuvent percevoir des aides au transport, à l'hébergement, des solutions pour les gardes d'enfant... 70 % des élèves ont des

enfants et une grande partie d'entre eux ne maîtrisent pas le français. » Dans la cité de 47 000 habitants composée pour moitié d'habitats informels, l'art devient peu à peu une voie d'insertion. Belisong Kwadjani, ancien étudiant, tient un rôle dans la série « Guyane », diffusée

sur Canal Plus. D'autres comme Kimmy Amiamba ont monté leur compagnie de théâtre. Durant le festival les Tréteaux du Maroni, elle a également présenté sa pièce pour enfants, « les Potins du fleuve ». Les liens restent très étroits avec les jeunes pousses. Émilie Blettery, administratrice de la compagnie KS and Co, souligne : « Nous sommes là pour les échanges constructifs avec les anciens élèves, sur le plan technique comme artistique. » Pendant les représentations, les techniciens s'affairent. Suivant les traces de son frère, Humphrey

Amiamba, 30 ans, a intégré la formation en 2012. Un an et demi plus tard, il était embauché par KS and Co. Le Surinamais arrivé en Guyane à l'âge de 8 ans a connu plusieurs vies. Ancien cuisinier, ce père de deux enfants utilisait déjà ses mains d'adolescent pour sculpter : « Ici, j'ai tout repris à zéro. Je n'ai jamais vraiment été à l'école. Apprendre des textes de théâtre, c'était difficile. J'ai préféré m'occuper des plateaux, des lumières. » Tremplin vers l'emploi, le TEK est pourtant menacé. À cause d'une baisse des dotations, du chômage technique se profile pour la fin de l'année. Une nouvelle formation ne démarrera pas avant la rentrée 2018. « Ce projet a été écrit pour la Guyane et les Guyanais, on n'en est qu'aux balbutiements », tranche Serge Abatucci, les yeux rivés vers un avenir meilleur. ★

CÉCILE ROUSSEAU
PHOTOS PASCAL GÉLY POUR
L'HUMANITÉ DIMANCHE

Représentation le 26 juin, à la Cartoucherie, Paris 12^e, dans le cadre du Festival des écoles du Théâtre de l'Aquarium.

Temps forts

Alors que se profile l'élection la plus importante qui installera au Parlement celles et ceux qui voteront les lois de la République, difficile de croire que tout soit déjà joué, plié comme du papier mâché. Le nouveau chef de l'État peut parader autant qu'il veut dans les pas de son mentor François Hollande, la lisibilité de ce qui se passera dans six semaines est à peu près aussi limpide qu'un marc de café aux petits matins brumeux. Au moins, une chose s'affirme très clairement après cette séquence politique digne d'un tremblement de terre : les rendez-vous cruciaux pour le monde du travail vont s'accumuler à la vitesse grand V. À commencer par le plus emblématique de tous, annoncé comme la promesse de sang et de larmes : une sorte de loi travail XXL, taillée sur mesure pour le Medef... Vous avez détesté le dispositif El Khomri ? Vous allez honnir ce que prépare l' élu de la finance. Et c'est peu dire : inversion géné-

Bruno Arbesu



ÉDITORIAL

Par Jean-Emmanuel Ducoin

Combattre

ralisée de la hiérarchie des normes, priorité absolue laissée à la négociation par entreprise, référendum à l'initiative des employeurs, refonte de l'assurance-chômage, plafonnement des indemnités prud'homales, etc. Le futur hôte de l'Élysée entend aller beaucoup plus loin dans la casse de ce qu'il reste du Code du travail. Et très vite, puisqu'il compte user d'ordonnances dès cet été. Nous rêvons légitimement d'une VI^e République ; nous revoilà dans le plein exercice de la monarchie de la V^e. Peut-être en pire...

Mais, attention ! Le Code du travail, voilà bien un sujet qui a l'art de déclencher les passions. Macron s'engage sur un terrain dangereux, le même qui aggravait la fracture idéologique au sein du PS. D'autant que le monarque de 39 ans, élu par défaut et à peine soutenu, sur le plan programmatique, par 20 % de son électorat, est bien plus faible qu'il n'y paraît. D'où sa volonté de mener une guerre éclair. C'est la raison pour laquelle les législatures vont se transformer en mère de toutes les batailles politiques. Alors, autant le dire : l'espérance d'une nouvelle gauche née le 23 avril ne saurait être dévorée par des contingences d'appareils ou des divisions inconséquentes. L'élan doit se poursuivre, s'amplifier, dans le rassemblement, pour que nous élysions un maximum de député(e)s de résistance. Qui pourrait, sinon, combattre vraiment la régression sociale ? ●

Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane),
envoyée spéciale.

Sur la rive du fleuve Maroni, les spectres des bagnards planent autour du camp de la Transportation. Au crépuscule, les croyances populaires se mêlent aux récits d'horreur des condamnés aux travaux forcés parqués pendant un siècle derrière ses hauts murs. « *Il y a beaucoup de légendes autour du bagne, souffle David Jurie, directeur des affaires culturelles de la ville de Saint-Laurent-du-Maroni. Certains agents de sécurité prétendent même entendre des voix, la nuit venue.* » Objet de fantasmes, cette prison à ciel ouvert, née sous l'impulsion de Napoléon III en 1857, a inspiré de nombreuses œuvres littéraires et cinématographiques. « *Ô la douceur du bagne impossible et lointain* », écrivait Jean Genet dans un poème sensuel, hommage à un assassin de 20 ans. Si l'imaginaire se nourrit du mystère du lieu, le travail de mémoire reste très récent. Ce n'est qu'en 2015 qu'un musée et un centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP) ont ouvert leurs portes, sous l'impulsion du maire « Les Républicains », Léon Bertrand, petit-fils de forçat : « *Il ne faut surtout pas effacer ce passé. Ce qui est considéré comme un handicap doit devenir un atout.* »

Des métropolitains, des Algériens, tous d'origine modeste

Le bagne, creuset de la cité de Saint-Laurent-du-Maroni, a connu plusieurs vies. Livré à la végétation après sa fermeture en 1953, habité par des réfugiés surinamais dans les années 1980, il est devenu, il y a une quinzaine d'années, un havre de création avec l'installation de la compagnie KS and CO, puis du théâtre-école Kokolampoe. Si les ex-dortoirs des prisonniers sont dédiés aux arts, l'exposition, nichée dans la cuisine du camp, retrace ces trajectoires de souffrances. En un siècle d'existence, 70 000 « transportés » et relégués débarqueront des cales des bateaux en Guyane. Des métropolitains, des Algériens, des hommes, mais aussi des femmes, tous d'origine modeste. Leur quotidien harassant est immuable. Qu'ils soient voyous récidivistes ou délinquants, après un café vite avalé, les journées étaient rythmées par l'enfer de la déforestation ou l'édification de la ligne de chemin de fer... Sous une chaleur étouffante, la menace des maladies gastriques ou de la fièvre jaune est permanente. Tout est mis en œuvre pour casser les corps,

GUYANE

La deuxième vie du bagne

À Saint-Laurent-du-Maroni, la ville coloniale s'est construite autour de cet enfer sur terre, mais ses habitants commencent à peine à s'approprier ce passé.



Dans le camp de la Transportation, tout était mis en œuvre pour casser les corps, instruments au service de la puissance coloniale. Pascal Gely

instruments au service de la puissance coloniale. Les récits du célèbre prisonnier Papillon ont contribué à forger cette réalité dantesque. Son cachot de deux mètres carrés, où son nom est toujours gravé au sol, laisse deviner d'interminables moments de désespoir. D'autres galériens en quête de réconfort esquissaient, eux, des femmes en costume de marin.

Pour les condamnés à huit ans et plus de travaux forcés, la peine était « doublée » d'une obligation de rester sur le territoire

à perpétuité. Un des détenus, Jean-Marie Calloch, écrit sa désillusion : « *Et puis, il y aura le doublage, je finirai mes jours clochard, ivrogne, lépreux ou passeurs d'hommes. Belle perspective ! C'est donc décidé, je m'évaderai autant de fois qu'il faudra. Jusqu'à ce que ça réussisse, que les gaffes me trouent la peau ou que les requins me bouffent. Mais je ne passerai pas ma retraite en Guyane.* » Confronté à cet abîme en 1923, Albert Londres rédigea une série d'articles pour le *Petit Parisien* dévoilant ce quotidien brutal au grand public et appelant

à un « *chambardement général* ». Presque cent ans plus tard, les Guyanais, qui se sont largement mobilisés entre mars et avril pour exiger des investissements, sont toujours aux prises avec cette décolonisation. À Saint-Laurent-du-Maroni, capitale du bagne des Guyanes, chaque rue rappelle ce lourd héritage, chaque bâtiment officiel de l'administration pénitentiaire abrite encore aujourd'hui des représentations de l'État français. Mais ce système concentrationnaire n'est devenu que tardivement un objet historique. Pour l'historien Michel Pierre (1), un des artisans de l'exposition : « *il n'y a pas de volonté d'occulter cette période, plutôt une sorte d'indifférence. Pour la plupart des Guyanais, le bagne, c'est une histoire de Blancs, mais en même temps, c'est quelque chose qui est au cœur de la ville. Il faut qu'il y ait une forme d'enracinement, que les Saint-Laurentais s'approprient leur histoire, spectacle du travail colonial, que ce lieu soit le reflet de la variété des identités, même si, de là où je suis, je n'aime pas interroger la mémoire des Bushinengués, des Amérindiens, des Créoles...* » Au plafond du musée,

En un siècle d'existence, 70 000 « transportés » et relégués débarqueront des cales des bateaux en Guyane.

des photos de forçats tatoués, le regard dans le vague, sont suspendues. Les visages sortent peu à peu de l'ombre dans laquelle le temps les a confinés.

« *Certaines personnes nous sollicitent pour en savoir plus sur un membre de leur famille, mais c'est très compliqué de leur répondre* », explique Lydie Joanny, chargée des collections. Les descendants de bagnards semblent s'être évaporés dans la nature. « *Les "vieux Blancs" ou les "popotes" comme on les appelait, exclus de la bourgeoisie créole, ont plutôt épousé des Surinamaises. Leur mémoire n'est pas entretenue, alors qu'en Nouvelle-Calédonie, où il y avait également un bagne, c'est le cas* », souligne Michel Pierre. Les saisons ont passé. Le majestueux manguier du camp, spectateur du désastre carcéral, voit désormais défiler les jeunes comédiens et amateurs de théâtre. Ouvrant une nouvelle page de son histoire. ●

CÉCILE ROUSSEAU

(1) Michel Pierre, *le Temps des bagnes 1748-1953*, éditions Taillandier, 2017.

Juste courroux

Gaëlle Lapompe Paironne Cheffe d'une petite PME, cette Guyanaise de 32 ans a été l'une des rares femmes visibles du mouvement Pou la Gwiynn dékolé.



«**B**loublou fini», lit-on avant une rencontre express dimanche 23 avril, avec Gaëlle Lapompe Paironne, l'une des rares femmes à être apparue publiquement dans le mouvement Pou la Gwiynn dékolé («Pour que la Guyane décolle»). «Bloublou fini»: autrement dit, qu'on arrête de nous blablater et de nous laisser périr! Gaëlle Lapompe Paironne n'est cependant pas satisfaite de ce qu'a obtenu et fêté triomphalement le mouvement. «Si on y regarde de plus près, les 2,1 milliards d'euros supplémentaires promis ne sont que des promesses.» Par ailleurs, le 1,86 milliard acté une première fois en Conseil des ministres ne correspondrait qu'à des crédits précédemment votés! Deux jours avant la signature de l'accord, la jeune femme, que les médias avaient repérée pour avoir alpagué la ministre des Outre-Mer en exigeant d'elle des excuses, a quitté le mouvement en même temps que son porte-parole, Mickaël Mancée pour «divergences stratégiques». Lesquelles? «Ce qui a été formidable est que Pou la Gwiynn dékolé réunisse tous les Guyanais. J'ai pris mes distances lorsque j'ai découvert que certains cherchaient à confisquer le mouvement. Je n'ai pas supporté

de voir des gens, rarement des nantis, désespérés par les barrages, parce que, contrairement aux fonctionnaires, ils perdaient leur travail.» Ses amies décrivent Gaëlle comme un volcan, «une fille courageuse et droite, qui a perdu quelques plumes en se bagarrant ferme contre des ego masculins, pour que le peuple ne devienne pas spectateur de ce qu'il a lui-même créé». Rien ne destinait la trentenaire, cheffe d'une petite entreprise

LE PORTRAIT

d'assainissement, créée par ses parents et qui emploie une dizaine de personnes, à s'engager à cor et à cri. «Ma société a déjà été mise en redressement il y a trois ans, et la grève générale fait peser un gros point d'interrogation sur son avenir. Mais la légitimité du mouvement était telle que je n'ai pas douté. J'ai cessé le travail immédiatement.» L'ampleur des dépôts de bilan n'est pas encore répertoriée. Gaëlle Lapompe Paironne: «L'exploit est qu'il n'y ait eu aucun blessé et très peu de plaintes. Le mouvement est resté complètement pacifique.» Elle est loin de penser qu'il est clos. «Ce qui s'est joué à partir du 28 mars est la prise de conscience de l'ensemble d'un pays. On vit sous la perfusion d'un Etat qui nous pille, et nous délaisse en même temps.» L'or, le pétrole, le Centre spatial, l'im-

mense parc national amazonien qui recouvre 90% du territoire et appartient à l'Etat, sont autant de secteurs fructueux pour la métropole, sans que l'ex-colonie n'en perçoive les bénéfices. La moitié de la population a moins de 25 ans. Les origines sont enchevêtrées et complexes, et chacun parle au moins quatre langues. Il y a les bushinengués, les Noirs marrons – les anciens esclaves qui ont déserté l'esclavage –, les autochtones amérindiens, les créoles, et tout ce monde vit replié sur une bande du littoral et le long des deux fleuves. La Guyane délaissée? Gaëlle Lapompe Paironne énumère les signes d'abandon: «Existe-t-il un autre département où des milliers d'enfants sont maintenus chez eux, faute de place? Qu'est-ce qui justifierait que l'école ne soit pas obligatoire, ici, en France? Est-il normal qu'il y ait autant de Guyanais qui attendent en 2017 l'eau courante et l'électricité? Pourquoi les murs de l'hôpital de Cayenne sont-ils si moisissés que des morceaux tombent sur les patients? Pourquoi les antidotes sont-ils absents ou périmés quand on se fait mordre par un serpent?» La liste des incongruités ou des scandales est interminable. A chaque fois, les Guyanais l'arrêtent par le syntagme: «Et, c'est ainsi que le mouvement a commencé.»

Dans ce melting-pot, Gaëlle Lapompe Paironne ne se reconnaît pas dans le terme «créole» «qui ne décrit qu'une couleur de peau». La sienne est miel, avec des taches de rousseur. «Ultramarine» ne lui correspond pas non plus car aussi joli soit-il, le qualificatif mêle sans distinction tous les départements d'outre-mer. «Je suis amazoniennne», dit-elle après réflexion, comme les Surinamais ou les habitants du Guyana, les deux pays d'Amérique latine où l'on roule à gauche. Mais elle dit surtout qu'elle est «djok», une «femme forte». Comme beaucoup de femmes de ce pays, elle est «mère célibataire», et elle le revendique. Féministe? Elle adore en tout cas «la liberté» de ne pas avoir de mari. Sa mère, Brésilienne, d'abord vendeuse ambulante de vêtements, est son «héroïne» dans la vie réelle. Gaëlle: «Quand j'étais petite, on manquait de lait, on faisait des repas de manioc et d'eau.» Elle a six frères et sœurs que son père a eus avec trois femmes différentes. Aujourd'hui, elle vit avec son fils, chez ses parents. On n'a pas noté la présence de femmes, parmi les «500 frères contre la délinquance», collectif cagoulé dénonçant l'insécurité en Guyane. «Il y en avait pourtant beaucoup à leurs côtés. Des femmes en colère, décidées à mener le combat, sur les barrages, avec des enfants, car les écoles étaient en grève.» Des enseignants venaient faire cours dans la rue, et des commerçants rouvraient leurs boutiques, pour que les élèves puissent étudier à l'ombre. «Les deux premières semaines, c'était magique. Les barrages ont été mon second lieu de vie. Pour la première fois, des Guyanais de tout bord disaient: «Arrêtez la musique, on veut du débat, on veut réfléchir, on veut pouvoir parler». C'est ce besoin d'intelligence collective qui m'a le plus émue.»

Christiane Taubira aussi «a été sur tous les barrages, mais les Guyanais lui en veulent de ne pas avoir fait construire la cité judiciaire qu'elle avait promise alors qu'elle a trouvé les moyens d'en édifier une en Guadeloupe».

Il ne faut pas confondre djok et pasionaria. Peut-être parce qu'elle a pris des coups, Gaëlle Lapompe Paironne a, malgré sa franchise, le langage un peu verrouillé de ceux qui ne donnent jamais prise. Catholique de naissance, elle se voit à présent comme «chrétienne». Son engagement est récent. Elle se dit «ni de droite ni de gauche». Au premier tour de l'élection présidentielle, elle a voté blanc pour la première fois de sa vie, ne se sentant représentée par personne, comme nombre de Guyanais. Au second, elle a fait barrage au FN, en marche (forcée). C'est dans un parc, à Matoury, dans la banlieue résidentielle de Cayenne où elle vit, qu'on s'est rencontrées. «Pendant le mouvement, on organisait des «villages» de discussions. De très jeunes gens se déplaçaient, ça faisait du bien. On a besoin de personnes qui abolissent la frontière entre le rêve et la réalité. Cela s'appelle le courage.» L'imagination au pouvoir? Ou comment le slogan le plus connu de Mai 68 resurgit inopinément à Matoury, le jour du premier tour de la présidentielle, des lèvres d'une jeune cheffe d'entreprise. ♦

Par ANNE DIATKINE
Photo PASCAL GELY

Shakespeare entre grèves et mangrove



Représentation de la *Nuit des rois* de Shakespeare par le Théâtre école Kokolampoe, dans l'ancien bagne de Saint-Laurent-du-Maroni.
PHOTO PASCAL GELY

CULTURE/

Au bord du fleuve Maroni, en Guyane, de jeunes comédiens mènent chaque jour un parcours du combattant pour rejoindre l'école de théâtre Kokolampoe. Sur fond de conflit social, «Libération» les a suivis pendant la préparation de leur festival. Carnet de bord.

Par ANNE DIATKINE
Envoyée spéciale à Saint-Laurent-du-Maroni

Au crépuscule, les hannetons attaquent tandis que les treize comédiens de la *Nuit des rois* de Shakespeare entament un «filage» de la pièce. La metteuse en scène Delphine Cottu, ancienne du Théâtre du Soleil, prévient les acteurs, en pleines répétitions: «*Quoi qu'il arrive, je ne vous interromprai pas. Le spectacle est à vous maintenant.*» Il prend corps sous un ciel étoilé, sur un plateau immense, délimité par deux coursives. Au loin, la silhouette d'un ancien lavoir en pierre. Devant, un haut mur d'où dépassent les feuillages de la mangrove. Si on brisait le mur sombre,

on verrait apparaître le fleuve Maroni, son ballet de pirogues et les lumières d'Albina, ville frontière du Suriname. Où sommes-nous? «*Au bagne*», comme on dit communément. C'est-à-dire dans le camp de transportation de Saint-Laurent-du-Maroni, l'ancienne commune pénitentiaire guyanaise, construite sous forme de quadrillage géométrique par ceux-là mêmes qui étaient emprisonnés. Le bagne: un camp de la mort quand, à la fin du XIX^e siècle, 80% des détenus mouraient au bout de trois ans.

J-4, LANGUES ET FOURMIS

Où sommes-nous? Au théâtre, évidemment. Devant Olivia, la plus belle femme du royaume de l'Illyrie (incarquée par la très jeune Rachelle Kodjo) et l'on frémit lorsqu'elle prononce ce qui la terrasse: «*Mon amour ne peut ni abjurer ni désister.*» Pas d'ajout de décor, pas d'artifice autre que la création de lumières, et cependant, l'ancien espace carcéral palpite d'une nouvelle histoire. Les murs sont des palimpsestes et l'inverse de l'oubli. «*En jouant ici, je pense à mes ancêtres*, songe Rachelle Kodjo. *Ily en a au moins trois qui ont été prisonniers. Ça me faisait étrange au début.*» Depuis 2012, le centre pénitentiaire abrite la plus vivante des utopies concrètes: le Théâtre école Kokolampoe («petite lampe à pétrole» dans la langue

des Bushinengués), un centre dramatique fondé en 2012 par Ewlyne Guillaume et Serge Abatucci, également à la tête de la compagnie KS and Co. Depuis six ans, douze apprentis acteurs et huit futurs techniciens y sont formés chaque année après un mois probatoire intensif. Pendant trois ans, les étudiants, très jeunes mais souvent en charge d'enfants (surtout les femmes), étudient le chant, la danse, les arts martiaux ainsi qu'une variété de répertoire de jeux, grâce à des intervenants recrutés en métropole par Thierry Pariente, le directeur de l'Ecole nationale supérieure des arts et techniques du théâtre (Ensatt à Lyon), et le Centre de formation professionnelle aux techniques du spectacle (CFPTF) pour la partie technique. L'échange n'est pas à sens unique. Certains élèves sont amenés à découvrir la traduction. C'est le cas de Devano Bhattoo qui joue le duc amoureux dans la *Nuit des rois*. Son père est Indien d'Inde, sa mère Amérindienne, il a grandi au Suriname, parle le néerlandais, l'anglais, l'hindi, le français, mais aussi le sranan tongo. Elevé en partie au bord du fleuve, il n'avait jamais imaginé auparavant que sa connaissance des langues aurait pu être une richesse. «*C'est drôle, remarque-t-il, quand on traduit, les mots deviennent des phrases. Même "bonjour" par exemple. Ou "théâtre".*» Le mot

n'existe pas en saramaka, une autre langue du fleuve. «*C'est difficile d'avoir de l'émotion dans une langue qui n'est pas la sienne. Mais quand le public voit quelqu'un qui ne parle pas bien le français, ça lui raconte quelque chose sur nous.*» Les hannetons ont laissé place aux fourmis urticantes. Et c'est pile au moment où elles nous dévorent, que l'on repère Myslien Niavai dans le rôle de Feste, le bouffon, sur la coursive. Qui est cette comédienne qui aime le plateau par sa puissance scénique, sa manière complètement naturelle de prononcer du Shakespeare? Qui est cette fille, donc, dont le rôle est d'autant plus difficile qu'il est mineur et la fonction de bouffon sans équivalent aujourd'hui?



La scène est partagée entre huit acteurs issus de la dernière promotion de l'école, Kimmy Amienba, ancienne élève de Kokolampoe, deux acteurs formés à l'Ensatt et deux comédiens de la scène nationale de Martinique. En jouant à repérer qui est qui, la bonne nouvelle est qu'on se trompe. Myslien Niavai n'est pas une actrice chevronnée mais bien une élève en fin de cursus. Dans les coulisses, c'est-à-dire dans les cases du bagne, on croise Jessica Martin, pétillante, qui joue Maria et s'inquiète: «*T'es pas le sentiment que je surjoue?*» Jessica est la seule qui soit née en Seine-Saint-Denis, avant de partir vivre en Martinique, avec sa mère, aide-soignante.

J-2, NOIRE JOURNÉE

Les barrages ont repris après la trêve du week-end pascal. Pour Andréa Cavalier, qui nourrit exquisément toute l'équipe, c'est la croix et la bannière pour faire quelques courses. Elle rit en racontant qu'aucun restaurateur de Saint-Laurent-du-Maroni n'a accepté d'accueillir Marine Le Pen en campagne, chassée même du marché! Cela fait un mois qu'Ewlyne Guillaume marche quatorze kilomètres par jour pour atteindre le bagne, faute de pouvoir rouler. Cependant, le théâtre est non seulement solidaire mais partie prenante du mouvement social qui agite la Guyane (*lire l'article paru sur Libération.fr*

le 20 avril), notamment à travers le collectif Now Now. Serge Abatucci et Ewlyne Guillaume ont dû réduire la voilure de leur festival, les Tréteaux du Maroni, mais ne l'ont pas annulé – ça aurait été catastrophique pour les élèves en fin de cursus – car «*la culture n'est pas un problème, mais une partie de la solution*», dit Serge. Inquiétude cependant pour les spectateurs. Comment vont-ils se déplacer? La question se pose aussi pour les acteurs. Pas de nouvelle de Kimmy Amienba, qui habite dans un village saramenka enclavé. Kimmy pratique l'alternance. Elle est programmée dans trois spectacles du festival et doit répéter là, immédiatement. Quant à Côme Thieulin, distribué dans la *Nuit des rois*, il est hospitalisé. Delphine Cottu a la mine défaite. L'ombre d'une annulation passe. Il est convenu qu'elle reprendra son rôle le temps que Côme se rétablisse.

OUVERTURE SOUS PERFUSION

Kimmy, souffrante, est réapparue, mais il a fallu la mettre sous perfusion à l'hôpital de Saint-Laurent qui, ça tombe bien, se situe juste derrière le bagne. Elle jouera donc ce soir, à 20 heures dans *Catharsis* de Gustave Akakpo, que monte Ewlyne Guillaume. La représentation a lieu dans un petit théâtre en bois. Kimmy Amienba est démente dans le rôle d'une reine mère prostituée. Dans le public, Damien Robert, ancien de

l'Ensatt, lâche: «*On devrait la présenter à Eric Ruf* [administrateur de la Comédie-Française, ndlr], *ils ont besoin d'acteurs comme elle, au Français!*» Kimmy raconte: enfant, elle a vécu recluse, à tisser, non scolarisée, au bord du fleuve. C'est grâce à un job de serveuse dans le théâtre, qu'elle a décidé qu'elle ferait ce «*métier d'homme*». Scandale au village, tout le monde y était opposé. Kimmy est calme, toujours en retrait, l'inverse de cette bombe qui explose sur scène. Elle n'était pas francophone avant d'être actrice. Elle ne sait pas lire et elle apprend tous ses rôles phonétiquement. Delphine Cottu a enregistré la *Nuit des rois* sur son téléphone pour qu'elle puisse travailler. Elle aimerait interpréter un policier. «*Quand tu les regardes, ils sont déjà dans leur personnage, avec leurs lunettes, leur absence de sourire.*» Au village, Kimmy est ostracisée, car elle est mère d'une seule fille. Par choix. Son travail passe avant tout. Reconnue par le directeur de l'Ensatt comme une actrice époustouflante, la jeune femme craint que son illettrisme ne l'empêche de voyager. Pourtant, lorsqu'on la voit jouer, on se prend à rêver à ce qu'un metteur en scène de la trempe de Claude Régy ferait d'elle.

Comment joue-t-on lorsqu'on n'a pas l'occasion d'aller au théâtre? Comment appréhende-t-on l'avenir dans une région où, hormis Kokolampoe, il n'y a pas de scènes? Parmi les actrices, certaines ont passé des castings pour une série et ont fait une expérience nouvelle: la discrimination. A la télé, les rôles qu'on leur proposait collaient aux clichés associés à la Guyane. Comment s'organise-t-on quand une montagne d'obstacles transforme quotidiennement l'accès au théâtre en exploit? Rachelle: «*Je dois avouer que c'est très difficile. Tous les jours, je paye un taxi, pour aller récupérer mon fils à l'école. Je l'élève seul. Financièrement, c'est chaud!*» Même bricolage pour Myslien, qui vit au «lac bleu» (des logements spontanés éloignés) et laisse chaque jour ses trois enfants, vaille que vaille, sans être jamais complètement tranquille. «*Un jour, leur matelas a pris feu.*» Elle prend deux taxis par jour, «*dix euros, c'est très cher*», pour atteindre le bagne. On croise Josy, étudiante brésilienne, sur un beau vélo. Elle dépose son fils au barrage, où son père l'attend, puis continue sa route.

La discrimination. A la télé, les rôles qu'on leur proposait collaient aux clichés associés à la Guyane. Comment s'organise-t-on quand une montagne d'obstacles transforme quotidiennement l'accès au théâtre en exploit? Rachelle: «*Je dois avouer que c'est très difficile. Tous les jours, je paye un taxi, pour aller récupérer mon fils à l'école. Je l'élève seul. Financièrement, c'est chaud!*» Même bricolage pour Myslien, qui vit au «lac bleu» (des logements spontanés éloignés) et laisse chaque jour ses trois enfants, vaille que vaille, sans être jamais complètement tranquille. «*Un jour, leur matelas a pris feu.*» Elle prend deux taxis par jour, «*dix euros, c'est très cher*», pour atteindre le bagne. On croise Josy, étudiante brésilienne, sur un beau vélo. Elle dépose son fils au barrage, où son père l'attend, puis continue sa route.

UNE PREMIÈRE ÉNERGIQUE

Première représentation de combat pour la *Nuit des rois*. Les spectateurs ont trouvé le moyen de se déplacer! Côme est toujours hospitalisé, mais avec l'aide de la dramaturge Laure Bachelier-Mazon, Delphine Cottu a pu reprendre le rôle de Tobie l'alcoolique. Elle emporte le morceau avec une énergie démesurée, tandis que Josy, qui joue son acolyte, doit s'adapter in situ à son nouveau partenaire.

LE LENDEMAIN, AVENIR INCERTAIN

Une spectatrice revient, et elle retournera voir une troisième fois le spectacle. Kokolampoe n'a rien à prouver quant à sa capacité de former des comédiens «issus de la diversité». Grâce à l'école, des élèves ont pu aller à la rencontre de Genet, d'Esope, mais aussi de nouveaux dramaturges africains – Gustave Akakpo, Alain-Kamal Martial, Dieudonné Niangouna, Aristide Tarnagda... Malgré cela, l'école est gravement menacée. En un an, elle a perdu la majorité de ses subventions, soit environ 400 000 euros. «*Kokolampoe est en points de suspension*, explique Ewlyne Guillaume. *Amputée de tous ses crédits, elle ne peut plus fonctionner.*» Une hérésie quand en métropole, on fait mine de s'interroger sur l'entre-soi et l'absence de diversité sur les plateaux. ♦

LA NUIT DES ROIS de Shakespeare, m.s. DELPHINE COTTU par le Théâtre école Kokolampoe, du 26 juin au 2 juillet à la Cartoucherie de Vincennes dans le cadre du festival des écoles du Théâtre de l'Aquarium.



GUYANE

Au bord du Maroni, la lutte du théâtre école Kokolampoe

A Saut-Laurent-du Maroni, la 11^e édition du festival Les Tréteaux du Maroni a révélé l'acuité de la crise qui touche cet avant-poste de la décentralisation culturelle. D'une part, le mouvement social «Pou la Gwiyann dékolé», avec ses barrages qui bloquaient la circulation des véhicules. D'autre part la compagnie KS and Co, qui mène ici depuis quinze ans un théâtre-école, se retrouve face à un sérieux trou financier suite à des coupes de subventions. À cause des barrages les directeurs Ewlyne Guillaume et Serge Abatucci ont renoncé à la plus grande partie de la programmation du festival. Ils avaient préparé, par exemple, une session de «portraits de territoire» avec les Tréteaux de France, l'accueil de la compagnie Circo Aereo (Jani Nuutinen) ainsi que

sement du deuxième cycle de formation de trois ans pour une vingtaine de jeunes acteurs et techniciens du spectacle, mené grâce au partenariat du CFPTS et de l'Ensatt. L'essence de leur projet, Ewlyne Guillaume et Serge Abatucci, venus des Antilles au début des années 2000, l'ont affinée à la rencontre des communautés du pays : les peuples bushinengués (descendant d'esclaves maronniers), les créoles, les nations d'amérindiens, les immigrés du Suriname, du Brésil, d'Haïti qui se côtoient sur un territoire également peuplé depuis longtemps de «Chinois», de descendants de bagnards ou de surveillants, et de Français métropolitains. La forte identité culturelle des Bushinengués avait impressionné les pièces de la première promotion qui ont déjà tourné à Paris, Avignon et révélé de puissantes personnalités d'acteurs.

Apprendre un métier, trouver une voie d'accomplissement professionnelle et de reconnaissance sociale sont des enjeux forts pour des personnes qui vivent dans une profonde précarité. Pourtant, Belisong Kwadjani et Humphrey Amiamba, acteurs issus de la première promotion mettent en avant l'apprentissage des techniques théâtrales et leur volonté de valoriser la culture bushinengué, sa musique, ses contes. Ils viennent de monter leur propre compagnie et tournent dans les villages avec un spectacle qu'ils ont écrits eux-mêmes. Actrice dans *La Nuit des rois*, Josiane Da Silva Nascimento a émigré du Brésil il y a cinq ans. Elle a appris le français, réussi à intégrer la deuxième promotion, s'est découvert une passion pour le clown, a un projet avec la compagnie lyonnaise Mataposte et veut monter des ateliers théâtre en Guyane pour aider les jeunes. «On revient là au sens originel de la décentralisation cul-



La Nuit des rois, de Shakespeare, mis en scène par Delphine Cottu, du Théâtre du Soleil

turelle, s'exclame Serge Abatucci, Kokolampoe donne une visibilité à un corps professionnel pour que la population voie la culture comme quelque chose d'essentiel. Qu'importe les milliards qu'on donne à la Guyane, le projet culturel guyanais doit être écrit par les Guyanais eux-mêmes !»

Malgré l'enjeu, malgré les partenaires prestigieux et le soutien de la Ville, malgré la réussite artistique des créations, Kokolampoe se débat contre les coupes de budget. Le financement de la formation (600 000 euros pour trois ans) est compromis par les changements de critères appliqués aux fonds européens. Le relais attendu auprès de la Direction du travail a été refusé après une instruction de dossier très longue. La réforme territoriale conduit à d'importantes pertes de subventions de la collectivité guyanaise, et la convention d'État échue fin 2016, tarde à être renouvelée. Kokolampoe ne peut recruter une nouvelle promotion en formation dès la rentrée prochaine et une restructuration est envisagée. Ajoutée à la tension du mouvement social, cette incertitude a conféré une densité particulière au festival. Mais les semaines d'agitation soulèvent aussi l'espoir d'une action solidaire entre les associations artistiques et socioculturelles de la ville, décidées à faire vivre leur collectif. **YVES PÉRENNOU**



Serge Abatucci et Ewlyne Guillaume

des concerts. Tout cela est reporté. Impossible de faire venir ces artistes dans les conditions de la mi-avril, de les loger, les nourrir. Pendant une semaine, dans la foulée des manifestations du 28 mars, les barrages avaient fait l'unanimité. Ils exprimaient l'exaspération populaire face à la désagrégation des services publics, à la pauvreté. La réponse molle du gouvernement a provoqué une crispation et, au fil des journées de grève et blocage, c'est la population elle-même qui ajoutait à sa propre souffrance, pendant que les collectifs de négociation se divisaient. «Il fallait ne pas annuler le festival, raconte Ewlyne Guillaume. Nous sommes totalement solidaires de cette lutte, et le théâtre est par nature le lieu de l'insoumission». L'équipe est allée l'expliquer aux collectifs de manifestants, entre autres, pour que le public n'ait pas de difficulté pour accéder au camp de la Transportation. C'est dans cet ancien bague reconverti par la Ville en pôle culturel, associatif et patrimonial que KS and Co a monté le centre dramatique Kokolampoe. Le spectacle *La Nuit des rois*, mis en scène par Delphine Cottu, du Théâtre du Soleil, a finalement été donné devant des gradins bien remplis le 22 avril. Il est l'aboutis-

«Une façon de résoudre la question de la diversité»

Thierry Pariente, directeur général de l'Ensatt

«La question est de savoir comment on réinvente l'intérêt de faire du théâtre avec une population qui n'est pas du tout celle que l'on trouve dans nos établissements d'enseignement supérieur. Je suis tenté de résoudre la question de la diversité par ce type d'action. J'ai plus de bonheur à aller dans des endroits où il faut former au théâtre, plutôt que de chercher à transformer un cours, à Lyon, dans une boîte où il y aurait tous les genres et toutes les nationalités. L'Ensatt est présent au Bénin, en Tunisie, en Bolivie... J'ai pris le parti d'essayer de faire, le plus possible, des formations là où sont les gens. Et quand des expériences comme celle de la *Nuit des rois* associent des acteurs et techniciens formés à l'Ensatt, c'est une manière formidable de leur raconter la diversité du monde, parce qu'ils travaillent dans le contexte réel. On voit bien que le théâtre n'est pas le même ici qu'à Lyon.»



PASCAL GÉLY

LES SOIGNANTS VICTORIEUX

Après 28 jours de grève, les salariés de la clinique de l'Auzon (Puy-de-Dôme) ont réussi à imposer des augmentations de salaire et le respect de des droits acquis que leur employeur, le groupe Ramsay, l'un des principaux groupes d'hospitalisation privée, voulait remettre en cause.

1,3

C'est, en pourcentage, la forte hausse du nombre de demandeurs d'emploi n'ayant pas du tout travaillé (catégorie A) en mars, selon le ministère du Travail, soit 43 700 personnes sans activité en plus.

Capital/travail**GUYANE**

« Nos demandes ne sont pas illégitimes »

Alors qu'un accord a été signé vendredi entre le gouvernement et le collectif Pou Lagwiyann dekolé, Mikaël Mancée, son ex-porte-parole, explique comment il envisage la suite.

Comment appréciez-vous l'accord signé avec l'État vendredi dernier, qui prévoit un milliard d'euros de plan d'urgence et acte deux autres milliards supplémentaires pour la Guyane ?

MIKAËL MANCÉE C'est un peu léger en termes d'engagements, je ne peux pas être satisfait de ce document. Quand on a fait la marche avec les 500 frères, d'autres secteurs se sont joints au mouvement. Cette manifestation n'était pas préparée, ni prévue. Il a fallu rédiger des revendications un peu en urgence. Avec des dossiers mal ficelés, on a obtenu une réponse du gouvernement qui signifie « on a compris qu'il y avait beaucoup de problèmes » mais il reste énormément à faire ! C'est une avancée qui est loin

de tout résoudre. Au niveau des 500 frères (dont il était un des leaders-NDLR), j'ai pris du recul parce que dans le bateau, il ne peut y avoir qu'un seul capitaine. J'ai aussi quitté le collectif Pou Lagwiyann dekolé. Quand les idées ne sont pas les mêmes, ça pose problème. J'essaie de travailler avec des gens qui ont la même vision que moi.

Comment voyez-vous la suite du mouvement ?

MIKAËL MANCÉE Il faut qu'on s'entoure d'experts. Les infrastructures que l'on demande sont des projets à long terme : la prison, les commissariats, la cité judiciaire, le tribunal de grande instance dans l'Ouest, les établissements de santé... Chiffrer nos besoins dans le temps demande énormément de travail. Par exemple, la nouvelle prison. Celle que l'on a actuellement est saturée, il y a 615 places pour 937 détenus. On sait qu'il faut de sept à dix ans pour qu'un établissement pénitentiaire sorte de terre. Combien serons-nous dans dix ans ici ? Comment aura évolué la délinquance ? Si on le construit selon les calculs d'aujourd'hui, ça ne sert à rien. Il faut voir plus

loin, estimer combien ça va coûter, évaluer le temps des travaux, l'investissement que cela va représenter. Sinon, on ne va pas s'en sortir. Nous avons lancé un appel et nous avons déjà été contactés par des avocats, des architectes, des ingénieurs en bâtiment... Pareil dans le secteur de la santé. Comment peut-on évoquer ce sujet si on parle seulement de l'hôpital de Saint-Laurent-du-Maroni, de Kourou ou de Cayenne ? Toutes les parties du territoire doivent être

concernées. Ce sont des dossiers que nous irons présenter au gouvernement avec l'appui de nos élus. Il faut qu'on arrive à travailler ensemble. La force que nous avons aujourd'hui, c'est d'être derrière eux et d'appuyer leurs demandes. Ce qu'on a vécu en Guyane, on ne l'avait jamais vu nulle part ailleurs : un mouvement

qui demande à la fois de meilleures conditions dans la justice, pour que les détenus ne soient plus entassés en prison et des moyens pour que les professionnels de santé soient en capacité de soigner les patients... Nous avons fait d'énormes manifestations et il n'y a pas eu un seul rétroviseur cassé. On veut juste que chacun ait une place dans la société et que celle-ci tourne mieux.

En tant qu'ancien policier, pensez-vous que la réponse répressive suffise à endiguer l'insécurité ?

MIKAËL MANCÉE Non, le volet social est très important. J'ai appris plein de choses de la mobilisation. Quand on voit qu'à la rentrée prochaine il va manquer plusieurs collègues et lycées, que va-t-on faire de ces gamins ? C'est un problème global.

Dans ce contexte, comment percevez-vous l'élection présidentielle en cours ?

MIKAËL MANCÉE Nous ne sommes plus disposés à être pris à la légère, à être considérés comme des Français de seconde zone. On travaillera à ce que tous les gouvernements, y compris celui qui va être mis en place,



« Le gouvernement doit reconnaître notre territoire, pour que les gens n'aient plus cette vision d'une Guyane sauvage et de personnes vivant dans les bois. » Pascal Gely

nous écoutent. Aucun département français n'est traité comme nous. Aujourd'hui, les Guyanais ont pris conscience qu'ils sont un peuple. L'Hexagone et le gouvernement doivent reconnaître notre territoire, pour que les gens n'aient plus cette vision d'une Guyane sauvage et de personnes vivant dans les bois. Nous voulons simplement que l'on comprenne que nos demandes ne sont pas illégitimes, ni irréalistes.

Faut-il un statut d'autonomie pour la Guyane ?

MIKAËL MANCÉE Le statut que nous avons aujourd'hui n'empêche aucune de nos revendications. Nous rentrons là, pour moi, dans un autre débat. Qu'on nous donne déjà les moyens de bien vivre, quel que soit le statut. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
ROSA MOUSSAOUI ET CÉCILE ROUSSEAU

LA LUTTE SE POURSUIT, LES 500 FRÈRES SE DIVISENT

Cinq jours après la signature de l'accord en Guyane, les 500 Frères contre la délinquance se divisent, avec le départ d'un des cofondateurs, Josée Achille, qui, selon France-Guyane, vient de quitter ce groupe qui a catalysé les blocages sur le territoire pendant un mois. C'est la seconde défection après celle de l'ex-leader charismatique, Mikaël Mancée (voir entretien ci-dessus). Sur le terrain, deux grèves se poursuivaient hier à l'initiative de l'Union des travailleurs guyanais (UTG) à l'hôpital de Cayenne, où une partie du personnel reste mobilisée, et à la centrale thermique EDF, où 30 % des effectifs ont cessé le travail.

L'OMBRE DE LA GUERRE CIVILE

De 1986 à 1992, la guerre civile au Surinam a opposé les troupes gouvernementales au Jungle Commando de Ronnie Brunswijk. De combats en massacres, le conflit a fait 3100 morts, principalement parmi les Noirs marrons.

23 %

C'est la proportion de Bushinengues (Noirs marrons) dans la population du Surinam. Ils sont 26 % en Guyane.

Reportage**SURINAM**

À Moengo, le marronnage artistique de Marcel Pinas

L'artiste plasticien a créé, à l'est du pays, un centre culturel dédié aux savoirs et cultures des Noirs marrons, le Tembe Art Studio. Un lieu d'éducation populaire au cœur du mouvement d'émancipation qui travaille les héritiers des esclaves fugitifs.

Moengo (Surinam), envoyée spéciale.

Blottie dans la forêt amazonienne, Moengo semble murée dans le silence. Comme si ses habitants, poussés à l'exode durant la guerre civile, de 1986 à 1992, n'étaient jamais revenus. Seuls les cantiques échappés des quatorze églises évangéliques qui quadrillent le bourg attestent d'abord d'une présence humaine. Comme des cailloux blancs, des sculptures contemporaines semées là par des artistes de passage dessinent le chemin qui mène au Tembe Art Studio. Ce centre de création et de recherche dédié aux cultures bushinengués, les descendants des esclaves en fuite, a pris ses quartiers dans un hôpital désaffecté. Dans les interstices de ce labyrinthe de briques et de bois, sous les pilotis, un petit théâtre a été bricolé. Juché sur la scène, le plasticien Marcel Pinas retrace l'histoire de ce lieu créé en 2009. « La guerre civile a tout détruit, de nombreux habitants sont partis en Guyane ou à Paramaribo, la capitale. Tout a disparu. La violence a explosé, la plupart de ceux avec qui j'ai grandi sont devenus des criminels. Il fallait redonner vie à Moengo, tout reconstruire. C'est comme ça que l'idée de ce lieu a germé », relate l'artiste. Dans l'ancienne buanderie de l'hôpital s'est installé un studio d'enregistrement qui jouxte des salles de montage vidéo, de danse et de répétition pour les créations théâtrales.

Des œuvres empreintes de l'imaginaire marron

À l'étage, les anciennes chambres des patients accueillent les installations des artistes en résidence. Donovan Pramy est l'une des chevilles ouvrières du projet. Il se fraye un chemin dans le dédale des œuvres empreintes de l'imaginaire marron. Il y a là, aussi, un laboratoire de recherche où sont recueillis et étudiés les savoirs de la forêt amazonienne. Le travail d'archivage se décline en films fixant la parole des anciens, en objets usuels glanés dans les villages des rives du Maroni : pagaies peintes, tabourets sculptés, cuillères gravées. « Notre but n'est pas de former des artistes, mais de faire en sorte que les gens d'ici prennent conscience de leur propre valeur », insiste Marcel Pinas. Le développement n'est pas possible quand les gens ne savent rien d'eux-mêmes. Rassembler des archives, des objets, c'est notre façon d'instruire les gens sur ce qu'ils sont. Nous, marrons, sommes une minorité. Savoir qui nous sommes nous permet de défricher des chemins vers le futur. Mais au-delà de nous-mêmes, je suis convaincu que ce patrimoine culturel des Noirs marrons est important pour le monde, pour toute l'humanité. J'aime à imaginer ce lieu comme l'embryon d'une future université. » Ces savoirs, cette mémoire projetés vers l'universel sont au cœur du travail du plasticien surinamais. Ses œuvres s'exposent à New York, Amsterdam ou Paris mais aussi ici, dans le musée d'Art contemporain de Moengo, qu'abrite un ancien supermarché. « C'est le premier musée d'Art contemporain



Marcel Pinas a fondé en 2009 le Tembe Art Studio, un centre culturel installé dans un hôpital désaffecté. Pascal Gely

marron ! » proclame l'artiste avec une solennité rieuse. Dans le clair-obscur du vaste hangar se détachent les ombres noires de paniers d'orpaillage suspendus. Ils sont remplis d'ossements. Le sol aussi en est jonché. « C'est ce qui reste du monde après le passage des multinationales », explique l'artiste. Du Mali jusque dans nos rivières d'Amazonie, légale ou illégale, l'extraction de l'or pollue, détruit l'environnement, sans égard pour les êtres vivants qui le peuplent. » Tout près, la palette lumineuse de Marcel Pinas insuffle sur les toiles un sens nouveau à l'alphabet afaka, un syllabaire de 56 signes qui serait apparu en songe, au début du XX^e siècle, à Afaka Atumisi pour retranscrire la langue djuka, un des idiomes des Noirs marrons du Surinam et de Guyane.

« Les églises nous livrent une bataille féroce »

Sur le mur opposé, l'hétéroclite collection d'ustensiles de cuisine et d'objets de la vie courante dessine, dans un joyeux désordre, « la plus grande cuisine du monde », une œuvre à laquelle participent les enfants de Moengo. « Lorsqu'ils viennent ici, qu'ils voient mes œuvres voyager

au bout du monde, les enfants sont d'abord incrédules mais au final, c'est pour eux une source de fierté, une possibilité de se projeter », sourit le plasticien. Dans le bourg, les activistes du Tembe Art Studio ne font pas l'unanimité. « Les églises nous livrent une bataille féroce. Elles voient en nous des concurrents prêts à leur disputer les âmes, confie Donovan Pramy. Nos démarches sont irréconciliables. Leur fonds de commerce, c'est la résignation. De notre côté, nous invitons les gens à se construire, à se prendre en main, à se libérer dans l'expression de leur culture. » Les prêcheurs ont de quoi s'inquiéter : les dynamiques culturelles, sociales, économiques impulsées par Marcel Pinas et ses acolytes sont de puissants leviers de transformation. Le festival de Mongoe, dédié à la musique, au théâtre, aux arts plastiques, attire chaque année des foules plus nombreuses. Ici se pansent les plaies et cicatrices de la guerre civile, dans un lieu de partage, d'échange et d'invention où résonne le mouvement d'émancipation qui traverse les communautés marronnes de l'ancienne colonie hollandaise. ●

ROSA MOUSSAOUI

FIAT LUX, MAIS UN PEU TARD

« Le FN est aux mains
dun clan de prédateurs,
di ncompétents et de cyniques. »

Aymeric Chauprade,
eurodéputé (ex-FN)

700 000

C'est, en euros, la consommation « de vie
courante » entre 2009 et 2014 déclarée
par Emmanuel Macron, hier sur BFMTV.
Soit plus de 320 euros par jour.

Politique & Citoyenneté**GUYANE**

Sur les rives du Maroni, l'éveil d'un peuple

Après la trêve pascalle, les contestataires cherchent, en Guyane, à redonner un nouvel élan à la mobilisation sociale. Avec une défiance affichée pour les promesses de l'État et des candidats à l'élection présidentielle.

**ÉLECTIONS 2017**

Saint-Laurent-du-Maroni,
envoyée spéciale

Sur les braises rougeoyantes, les deux grandes marmites mijotent depuis la veille et lorsque François Cavalier lève le couvercle avec son coute-las, de délicieux arômes s'en échappent. C'est un bouillon d'awara, le plat traditionnel de Pâques. À la pâte délayée du fruit d'un palmier on ajoute des légumes et plusieurs sortes de viande – bœuf, porc, poulet. Entre deux averses, sous le carbet qui surplombe la crique Balaté, un bras du Maroni qui s'enfonce dans la forêt, les convives se régalaient et la crise sociale qui secoue la Guyane depuis un mois occupe toutes les conversations.

**« Nous sommes amazoniens,
sud-américains »**

Pour la trêve pascalle décidée par le collectif Pou Lagwiann dékolé, les barrages ont été ouverts. Signe d'un essoufflement ou prélude à une « nouvelle phase du combat », comme le promet le porte-parole des 500 Frères, Mikaël Mancée, sur les ondes de Radio Peyi ? Pour Katiana Joncart, ce « mouvement historique » exprime bien plus que des revendications sociales. « C'est un éveil du peuple guyanais sur le traitement discriminatoire que nous réserve la France. On nous répète que nous sommes français, mais ça ne correspond en rien à ce que nous vivons dans ce territoire abandonné par l'État. On nous nomme Domiens, Ultramarins, je ne me reconnais pas dans ces appellations. Nous sommes amazoniens, sud-américains », résume cette jeune femme de 32 ans. Dans un grand éclat de rire, elle évoque les visites éclair des responsables politiques français. Deux candidats à l'élection présidentielle, seulement, ont fait escale ici durant la campagne. « Macron est resté à peine une journée. Pas

**LE GOUVERNEMENT
A LÂCHÉ JUSQU'ICI
1 MILLIARD D'EUROS
SUR DIX ANS, LOIN
DES REVENDICATIONS
GUYANAISES.**



Hier, les panneaux électoraux disposés devant la mairie de Saint-Laurent-du-Maroni restaient vides. Les affiches n'ont pas été livrées en raison du mouvement social. Pascal Gely

suffisant pour se rendre compte que la Guyane n'est pas une île, sourit-elle. Quant à Marine Le Pen, elle s'est contentée d'une photo souvenir avec les paresseux d'un refuge pour animaux... » Faute de moyens de transport, bloqués par la grève, les professions de foi des candidats ne sont jamais arrivées jusqu'aux électeurs. Si le scrutin se tient, Katiana ira voter. Mais elle glissera dans l'urne un bulletin blanc ou nul. « Assez de blou blou, assez de promesses sans lendemain », tranche-t-elle, en reprenant le slogan des contestataires guyanais. Raphaël, lui, ne prendra même pas la peine de se

**« Marine Le Pen s'est
contentée d'une photo
souvenir avec les
paresseux d'un refuge. »**

KATIANA JONCART, GUYANAISE

rendre au bureau de vote. À ses yeux, « cette élection restera sans effet sur le dernier territoire d'Amérique du Sud qui reste une colonie ». Ce jeune médecin, installé depuis dix ans en Guyane, navigue d'un centre de santé à l'autre, sur les rives du fleuve

Maroni. Au total, il y en a dix-sept, pour un territoire vaste comme le Portugal. Et la Guyane, désert médical, compte cinq fois moins de médecins par habitant que dans l'Hexagone. « Faute de moyens et du fait de l'enclavement, en cas de pépin grave, les patients courent un grand danger. Nous n'avons ni radiologie ni laboratoire d'analyses médicales. À Apatou, le bois du dispensaire est pourri. Toute la structure menace de s'effondrer dans le fleuve et l'État s'en fiche. Pas un euro n'est débloqué pour construire un autre lieu d'accueil pour ces populations qui vivent dans une misère noire », relate-t-il. Les infrastructures ●●●

THÉÂTRE

Sur les tréteaux du Maroni, un théâtre d'émancipation

La compagnie KS and Co s'est installée il y a dix ans en Guyane, dans l'ancien bain de Saint-Laurent-du-Maroni. Elle a donné corps au théâtre école Kokolampoe, ancré dans les cultures et les langues d'Amazonie.

Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane), envoyée spéciale.

Pas de doute, il n'y a pas plus bel endroit que le théâtre pour donner sens aux secousses qui ébranlent et re-façonnent les communautés humaines. Entre les cases de l'ancien bain de Saint-Laurent du Maroni, à l'ombre du gigantesque manguier que la brise du soir échappée du fleuve fait murmurer, s'invente, sur les planches et dans les luttes, une autre Guyane. La compagnie KS and Co, née en 1993 de la rencontre avec le cinquième studio du Théâtre d'art de Moscou, créé par Konstantin Stanislavski, s'est ancrée voilà bientôt dix ans. Ewlyne Guillaume et Serge Abatucci, venu, lui, du Théâtre de la Soif nouvelle d'Aimé Césaire, y bâtissent patiemment une utopie, celle d'un théâtre école ouvert aux cultures du fleuve Maroni, aux multiples communautés qui peuplent l'orée de la forêt amazonienne. « *Un nom, ça se prend dans l'air que l'on respire* », pourrait-on dire avec Koltès. Alors ses fondateurs ont baptisé ce théâtre Kokolampoe, « petite lampe à pétrole », en saramaka, l'une des langues du fleuve héritées des Noirs marrons échappés des plantations esclavagistes. Dans une région livrée à l'abandon, où la jeunesse est privée de futur, où les communautés amérindiennes et bushinenguées sont tenues aux extrêmes marges de la République, Kokolampoe est plus qu'une école. C'est, pour ses élèves, un précieux espace de liberté, de possible, d'émancipation.

Un pays paralysé pendant plus d'un mois

En ouvrant, mercredi, la 12^e édition des Tréteaux du Maroni, le festival de théâtre porté par la compagnie, Ewlyne Guillaume évoquait d'emblée les soubresauts de la Guyane : « *La situation est épouvantable, il fallait que ça explose. Le théâtre est un espace d'insoumission, nous nous inscrivons donc naturellement dans cette mobilisation. Maintenir le festival, c'est aussi l'expression d'une résistance sociale et culturelle.* » Dans un pays



Le théâtre école Kokolampoe joue la *Nuit des rois* dans une mise en scène de Delphine Cottu. Pascal Gely

1946
LE BAGNE DE SAINT-LAURENT-DU-MARONI CESSE DÉFINITIVEMENT D'EXISTER.

paralysé pendant plus d'un mois, avant la conclusion d'un accord avec l'État, ce fut une gageure, pourtant. Les gradins pour accueillir le public sont arrivés la veille, seulement, de la première représentation. Il a fallu des trésors de patience et de générosité pour faire franchir les barrages aux artistes et techniciens, ravitailler les équipes, résoudre les casse-tête logistiques, tenir les répétitions. Finalement, dans ce contexte d'incertitude et de précarité, la magie du théâtre a bel et bien opéré. Sous la voûte étoilée, vendredi, une atmosphère d'allégresse entourait la première de *la Nuit des rois* (1). La traduction d'Ariane Mnouchkine, le rythme insufflé par la mise en scène de Delphine Cottu, artiste résidente au Théâtre du Soleil, assistée de Laure Bachelier-Mazon, le talent des jeunes comédiens de Kokolampoe donnaient une réjouissante résonance

« Maintenir le festival, c'est aussi l'expression d'une résistance sociale et culturelle. »

EWLYNE GUILLAUME
THÉÂTRE DE LA SOIF NOUVELLE
D'AIMÉ CÉSAIRE

à l'humour de cette partition shakespearienne. Dans ce rire aux accents parfois mélancoliques se noue l'intrigue amoureuse qui met aux prises le duc Orsino (Devano Bhattoe), la belle et recluse Olivia (Rachelle Kodjo) et des jumeaux séparés par un naufrage, Sébastien (Christian Tafanier) et Viola (Kimmy Amienba). Celle-ci, sûre que son frère est mort, se travestit en homme pour se garder des convoitises masculines, avant

d'entrer au service d'Orsino comme page sous le nom de Césario. Elle s'éprend de son maître, lui courtise Olivia, qui refuse ses avances et soupire d'amour... pour Césario, puis pour Sébastien, confondue par la ressemblance. En cette nuit d'Épiphanie, le désir se fraye la son chemin, de quiproquos en méprises, dans le déliement des corps et la musicalité d'une langue qui se déploie ici dans toute son universalité. Il fallait voir le ballet déjanté des domestiques et bouffons, sur ce plateau tout en profondeur, emmené au pas de charge par Toby, l'oncle d'Olivia, joué au pied levé, avec brio, par la metteuse en scène, après l'hospitalisation en urgence de l'un des comédiens. La silhouette et l'allure quichottesques d'André (Josiane Da Silva Nascimento), l'insolente placidité de Feste (Myslien Niavai), les burlesques et menaçantes ambitions de Malvolio (Damien Robert) portent la pièce sur cette fragile

frontière où l'ordre social se brouille et vacille, au risque de l'affrontement. Avant que tout ne bascule, le dénouement se joue sur le même tempo, chacun trouve son âme sœur, et sur le plateau partagé entre les élèves de Kokolampoe et les comédiens venus de l'Hexagone et de Martinique, une langue commune s'est tissée, une authentique rencontre s'est opérée. Comme les populations du fleuve, Kokolampoe est polyglotte, ouvert à tous les horizons. Dans ce Tout-monde théâtral, les écritures africaines ont naturellement trouvé leur place.

Comment se délester de ce qui est aliénant dans la tradition

En 2011, Ewlyne Guillaume avait déjà mis en scène *Kaïdara*, un conte peul recueilli par Amadou Hampâté Bâ. Elle poursuit, dans cette veine du récit initiatique, le travail qu'elle a engagé sur l'œuvre du Togolais Gustave Akakpo. *Catharsis*, joué jeudi, est le récit d'une mise au monde. Autour d'une reine mère surgie d'un puits, au milieu de la guerre et des charniers, se frame une étrange cérémonie. Insaisissable figure, Ellè, mi-souveraine, mi-prostituée, est tourmentée par ses trois fils, celui qui est resté auprès d'elle, celui qu'elle a vendu, celui qu'elle a abandonné à l'exil. Sur le fil de la déchéance, elle ne règne plus que sur le désastre, hurle sa douleur, entre dans un vertigineux examen de conscience, consent finalement à se prêter au rituel qui doit lui insuffler une vie nouvelle. Cette allégorie d'une Afrique épuisée par le pillage, les injonctions, le viol des imaginaires, le désir de fuite, est jouée avec intelligence et grâce par une comédienne au regard énigmatique, Kimmy Amiembra. Ce manifeste à l'écriture ciselée, empruntée aux oralités africaines, est ponctué par de mélodieux chants saramakas et djukas. Il dessine un corps-à-corps entre tradition et modernité, au cœur même des questionnements qui traversent aujourd'hui cette jeunesse guyanaise aux identités mouvantes. Que faut-il garder de ce que nous léguent les anciens ? Comment se délester de ce qui est aliénant dans la tradition, comment s'arrimer aux mouvements du monde sans cesser d'être soi ? Du continent originel à la forêt amazonienne que figurent les oniriques décors, la remontée se fait, la catharsis opère, comme une libération, ouvrant, encore, de nouveaux horizons.

Impossible de retranscrire ici la richesse de ces rencontres artistiques et politiques, où les débats du collectif culturel Now Now ! succédaient aux représentations, transfigurant les vestiges de l'univers concentrationnaire du bain. Dans ce creuset, des artisans décidés fabriquent un théâtre ouvert au monde, en harmonie avec son environnement, qui se joue des frontières et des barrières linguistiques et sociales. « *Le fait d'avoir un arrière-pays nous donne de l'élan pour aller vers l'autre* », résume Ewlyne Guillaume. Entre le fleuve et la forêt, sur les tréteaux du Maroni, dans le camp de la Transportation, s'invente, aux quatre vents, un théâtre de partage et d'émancipation. ●

ROSA MOUSSAOUI

(1) Tropiques Atrium-Scène nationale, Martinique, du 27 avril au 5 mai 2017. Réservations 05 96 70 79 29. La Cartoucherie, Paris 12^e, dans le cadre du Festival des écoles du Théâtre de l'Aquarium, le 26 juin.

Culture & Savoirs



Ewlyne Guillaume : « *La situation est épouvantable, il fallait que ça explose. Le théâtre est un espace d'insoumission, nous nous inscrivons donc naturellement dans cette mobilisation...* » Pascal Gely

Une pépinière de talents en danger

Le théâtre-école Kokolampoe, épicerie de la formation des comédiens et techniciens dans l'Ouest guyanais, est aujourd'hui en difficulté financière.

Envoyée spéciale.

Créer un théâtre-école multiculturel dans un bain. Ewlyne Guillaume et Serge Abatucci, codirecteurs de la compagnie Ks and Co, ont su entrevoir en ce lieu glaçant un havre de formation professionnelle. Au début des années 2000, ils dispensent des stages pour les jeunes Guyanais. Dans ce bassin de Saint-Laurent-du-Maroni au carrefour des identités créoles, bushinengués, amérindiennes, Pôle emploi entrevoit des possibilités d'insertion : « *Ils sont venus nous chercher*, explique Serge Abatucci. *Ces jeunes ont beaucoup de talent. Mais pendant longtemps, nous avons porté le projet à bout de bras. Ce n'est pas que du théâtre, c'est une vision de société.* » Enthousiasmés par l'expérience, l'Ensatt (École nationale supérieure d'art et techniques du théâtre) et le CFPTS (Centre de formation professionnelle aux techniques du spectacle) apportent leur pierre à l'édifice à travers un partenariat. Le théâtre-école Kokolampoe (Tek) éclôt finalement en 2012. Humphrey n'a jamais quitté le Tek. Jonglant avec les petits boulots, le jeune homme de 30 ans issu de la première promotion (2012-2014) a été recruté au bout d'un an et demi de formation comme régisseur principal de la structure. Avec une pointe de fierté dans le regard, ce Surinamais d'origine, ancien cuisinier, raconte son parcours. « *Je n'avais jamais été à l'école. Ce qui me plaît le plus, ce sont les créations de pièces, on a constamment des choses à inventer, des solutions à trouver.* » Une fois diplômés, la plupart des comédiens et techniciens en herbe rejoignent le chemin de l'emploi. « *Deux compagnies de théâtre ont été montées par des anciens élèves, nous les avons*

« Ce qui me plaît le plus, ce sont les créations de pièces, on a constamment des choses à inventer, des solutions à trouver. »

aidés, explique Émilie Blettery, administratrice chez Ks and Co. *Nous sommes souvent le seul référent pour eux. Nous échangeons aussi sur le plan technique et artistique.* »

Pour la deuxième promotion (2014-2017), l'accompagnement a encore été renforcé. Pôle emploi a sélectionné des candidats parmi des demandeurs d'emploi et les bénéficiaires du RSA : « *Une grande partie du public ne maîtrise pas le français*, précise Neriela Ferreira, responsable de l'agence du bassin ouest à la collectivité territoriale de Guyane (CTG). *70 % ont des enfants. Ils continuent à toucher leur allocation mais avec un accompagnement spécialisé, en cas de besoin, ils peuvent percevoir des aides aux transports, à l'hébergement, des solutions pour les gardes d'enfant...* »

Cette insertion, basée sur la circulation de savoirs, constitue aussi une richesse pour l'Ensatt et le CFPTS. Les deux structures envoient des professeurs pour des sessions de formation. Pour Patrick Ferrier, directeur du CFPTS : « *Ce projet est une redécouverte des autres et d'eux-mêmes, nos formateurs appréhendent différemment l'enseignement après cette expérience.* » Dans la pièce de cette fin d'année, *la Nuit des rois*, de William Shakespeare, deux anciens comédiens de l'Ensatt complètent d'ailleurs la distribution. Pour Thierry Pariente, directeur de l'école, « *ces échanges les nourrissent. Certains auteurs puisent aussi dans ce partenariat une source d'inspiration pour écrire des pièces sur la Guyane* ».

Mais cette expérience est aujourd'hui menacée. 50 % des financements ont disparu en deux ans. Du chômage partiel est envisagé en 2017. « *Notre prochaine promotion ne démarrera qu'en 2018. Nous cherchons activement de nouveaux fonds* », souligne Émilie Blettery. Pour que cette « petite lampe à pétrole » (traduction de Kokolampoe en bushinengué) continue à éclairer l'Ouest guyanais. ●

CÉCILE ROUSSEAU



Déjà en mars, les jeunes des quartiers Nord avaient participé au Challenge citoyen visant à mobiliser contre l'abstention. Mylène Zizzo/HansLucas

MARSEILLE Le premier vote de quatre jeunes des cités

Brahim, Rosa, Marco, étudiants, et Sophia, jeune salariée, se sont retrouvés dans le même vote en faveur du candidat de la France insoumise. Témoignages.

Marseille (Bouches-du-Rhône), envoyé spécial.

Is s'étaient plus ou moins perdus de vue depuis le collège. « Amis » sur Facebook, ils recevaient, par ce canal, des nouvelles plutôt sommaires. Un événement récent les a remis en contact quotidien : l'élection présidentielle. Ou plutôt le fait qu'ils se sont découvert une affinité commune pour le même candidat : celui de la France insoumise. Hier, pour leur premier vote présidentiel, Brahim, Rosa, Marco et Sophia ont glissé dans l'urne de leur bureau de vote des quartiers Nord un bulletin Jean-Luc Mélenchon. Quatre votes pour quatre sensibilités.

Marco, étudiant à la faculté de sciences de Saint-Jérôme, sait gré au candidat de faire revivre le marxisme. Sur son « mur » Facebook, il a affiché une phrase de Friedrich Engels : « Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation. » Et, lors du premier débat, lorsque Mélenchon évoque les superstructures chères à Marx, il commente : « Ma soirée s'annonce bonne. »

Brahim, lui, est plutôt féru d'économie. Sur les réseaux sociaux, il partage tous les liens portant sur la politique économique de Mélenchon. L'enfant de la cité étudie la matière dans une école de commerce et de management au sein de laquelle son approche détonne, pour le moins. Dans la cité, en revanche, son vote ne fait pas de lui un marginal. « Comme en 2012, Mélenchon est populaire. Peut-être même encore plus cette année », relate-t-il.

Le discours du candidat sur les plages du Prado en 2012, repoussant la prophétie de la guerre de civilisations et se félicitant du métissage de la nation française, lui avait assuré dans les quartiers populaires une aura qui n'a, depuis, jamais pâli. C'est cette année-là que Sophia a

entendu parler de celui qui n'était jusque-là qu'un illustre inconnu. Âgée de 15 ans, elle a vu ses parents se féliciter que l'on ne parle plus d'eux, ces héritiers de l'immigration, sous le registre de la peur et de la stigmatisation. Sans s'intéresser plus que cela à la campagne 2017, cette jeune aide-soignante qui bosse son concours pour entrer à l'école d'infirmières a donné sa voix à l'homme du Prado. « C'était juste logique pour moi. Je ne me suis jamais posé la question, même si certains jeunes ici parlent de Macron pour faire barrage à Le Pen », indique-t-elle à la sortie de son bureau de vote où Mélenchon avait recueilli plus de 20 % des voix en 2012.

« Nous aussi, on est pour Mélenchon »

Rosa, sa copine, sa « sœur » de cœur, elle, a été beaucoup plus engagée. Elle a partagé ses convictions à la fac d'espagnol et a été surprise de voir plusieurs de ses collègues venir à elle : « Nous aussi, on est pour Mélenchon. » Mercredi dernier, elle a dîné chez la grand-mère de son copain avec le frère de ce dernier. Patatras : les deux annoncent, entre la poire et le fromage, leur vote pour le FN. Rosa a mis les pieds dans le plat : « Vous votez contre ce que je représente, une petite-fille d'immigrés et une musulmane. Vous vous en rendez compte ? » Silence gêné. En réaction, André, son amoureux, indécis jusque-là, a décidé de la rejoindre dans son vote anti-FN : Mélenchon, qui pourrait bien arriver en tête dans les cités du nord de Marseille. Mais la grande question demeurerait celle de l'abstention : alors qu'à midi le taux de participation dans les Bouches-du-Rhône affichait cinq points supplémentaires par rapport à 2012, il était en recul dans les bureaux des quartiers populaires. Il restait alors huit heures pour mobiliser. •

EN 2012, LE TAUX DE PARTICIPATION AVAIT ATTEINT 80 % DANS LES QUARTIERS POPULAIRES DE MARSEILLE.

CHRISTOPHE DEROUBAIX

GUYANE Scepticisme dans les urnes et dans la rue

Alors qu'un accord a été signé ce vendredi avec le gouvernement, les Guyanais restent prudents et ont quelque peu boudé les urnes.

Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane), envoyée spéciale.

Difficile de ressentir l'effervescence de la présidentielle à Saint-Laurent-du-Maroni. Devant l'hôtel de ville, les panneaux électoraux seront restés désespérément vides, à part trois affiches de Jean-Luc Mélenchon, François Asselineau et François Fillon. Ce samedi, jour de vote en Guyane, les personnes défilaient au compte-gouttes dans la mairie. Ce n'est pas la chaleur écrasante qui semble avoir dissuadé les citoyens de se déplacer, mais bien la fatigue de fin du mouvement et la défiance vis-à-vis du pouvoir.

Après un mois de mobilisations et de barrages sur le territoire, le protocole d'accord a été signé vendredi à Cayenne, en présence des élus guyanais, des représentants de l'État et du collectif Pou Lagwiyan dekolé (lire en page « Capital/travail »). Au plan d'urgence d'un milliard d'euros, censé rattraper le manque d'infrastructures par rapport à l'Hexagone, sont venus s'ajouter 2,1 milliards de mesures finalement « actées » par l'exécutif. Mais la méfiance reste de mise. « On verra bien que ce que ça va donner, il faut que les actions, notamment dans l'éducation, soient réellement menées, tempère David, professeur de 39 ans. Je travaille dans un collège de 1200 élèves, c'est beaucoup trop ! Mais, comme on ne représente rien au niveau du corps électoral, tout le monde s'en fout. » David a opté pour Jean-Luc Mélenchon. « J'ai eu envie de sortir du PS et de l'UMP », sourit-il.

Le taux de participation est plus faible qu'en 2012 : 37,3 % des Guyanais ont glissé un bulletin dans l'urne, contre 57 % il y a cinq ans. À Saint-Laurent-du-Maroni, ils ne sont que 22 %. Si les enjeux de l'élection n'ont pas réussi à percer, nul ne sait, à l'heure où nous écrivons ces lignes, si les consignes de vote blanc diffusées via Internet par des membres du collectif Pou Lagwiyan dekolé ont été très suivies. Stéphanie, professeure des écoles, n'a pas eu envie de laisser son enveloppe vide. Présente tous les après-midi au plus fort des barrages, elle est heureuse d'avoir « apporté (sa) contribution à la lutte. Cela m'a poussée à regarder plus attentivement les professions de foi. J'ai choisi Philippe Poutou, comme il est venu sur un plateau de télévision avec le drapeau de la Guyane ». Josiane, 76 ans, elle, s'est rendue à la mairie avec son petit-fils, « pour lui montrer qu'il est important de voter. Si ce n'est pas nous, Guyanais de ma génération, qui iront dans la lune (en allusion au décollage du territoire revendiqué par le collectif - NDLR), ça sera la sienne ». •

CÉCILE ROUSSEAU

Temps forts

Voilà une photographie de campagne qui vaut tous les discours politiques. « *La France aux Français !* » dégorgeait lundi soir Marine Le Pen, qui préparait sa guerre civile, tandis qu'à l'entrée de son meeting fusaient les gaz lacrymogènes, que les gros bras du service d'ordre du FN traînaient par les cheveux des militantes Femen. Quelques heures plus tôt, les rives du canal Saint-Martin prenaient des airs de guinguettes au fil du passage de la péniche « insoumise ». On y parlait justice sociale, culture, solidarités... et « *viennent les jours heureux et le goût du bonheur !* ». Ce contraste répond à lui seul à l'odieux amalgame « *Mélenchon-Le Pen, même combat* », qui noircit les colonnes de nombreux journaux à mesure que le candidat de la France insoumise, soutenu par le PCF, grimpe dans les sondages. Cette petite musique qui consiste à renvoyer dos à dos les programmes des deux

Bruno Arbesu



ÉDITORIAL
Par Maud Vergnol

Contraste de couleurs

candidats est monté crescendo jusqu'à faire dire à un éditeur du *Point* qu'« *il aurait été en vérité bien plus logique et cohérent que Jean-Luc Mélenchon s'alliât avec Marine Le Pen* ». Une insulte à l'intelligence. Un affront à l'histoire. **À ce jeu dangereux-là, le patron du Medef n'est pas mauvais non plus.** Après nous avoir promis « *ruine,*

désespoir et désolation » si la gauche de progrès social était élue, le voilà qui reprend sa plume pour expliquer combien le scénario d'un second tour entre Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon l'inquiète. Non pas qu'il appréhende le bruit des bottes, non. On ne connaît que trop bien, dans de telles circonstances, les inclinations naturelles du grand patronat. Si M. Gattaz a froid dans le dos, c'est qu'il comprend que pourrait bientôt sonner l'heure des comptes. Comme celui des chèques en blanc versés au patronat, qui ont vidé les caisses de l'État sans contrepartie pour l'emploi. Ou des milliards accumulés sur le dos des travailleurs par une poignée de nantis, à qui il serait grand temps de faire payer leur dette. Cette opportunité est à portée de main, en commençant par glisser un bulletin Jean-Luc Mélenchon dimanche. ●

Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane),
envoyée spéciale.

GUYANE

« Nou bon ké sa »

À Saint-Laurent-du-Maroni, les manifestants ont établi leur campement dans l'enceinte de la préfecture, bâtiment symbolique d'un État défaillant, expliquent les occupants.

Le jardin de la sous-préfecture de Saint-Laurent-du-Maroni a pris des airs de camping. Depuis plus d'une semaine, des militants et citoyens occupent l'enceinte du bâtiment public, symbole d'un État défaillant sur le territoire. Accroché au baranum, le drapeau guyanais serti d'une étoile rouge flotte au gré des alizés du fleuve Maroni.

Entre les fait-tout contenant les reliquats du repas pascal et la télé à écran plat, les Saint-Laurentais ne sont pas près de lever le camp. Après la trêve du week-end, les barrages ont repris lundi soir à 22 heures. Le collectif Pou Lagwiyann dekolé a appelé à faire pression sur le gouvernement tant que le nouveau protocole d'accord n'est pas validé. À quelques jours du premier tour de la présidentielle, les Guyanais exigent toujours 2 milliards d'euros supplémentaires d'investissements, même s'ils se disent prêts à rediscuter de ce montant. Deux conditions sont en revanche non négociables : la non-poursuite judiciaire pour les acteurs du mouvement et la reconnaissance par le gouvernement du fait que « *le peuple guyanais veut se prendre en main* », selon une des porte-parole.

Cette poursuite de la lutte coule de source pour Raymonde. Depuis le 25 mars, la quin-quagénaire dort toutes les nuits à la belle étoile. Vêtue d'un boubou vert intense, elle vient juste de s'éveiller dans la cour du bâtiment officiel. Malgré le sommeil précaire et les courbatures, hors de question de partir. « *Ici, c'est la maison du peuple, donc on est chez nous. Notre combat est légitime, le pays va mal, comme dit la chanson* », lance cette membre des Iguanes de l'Ouest (qui font partie de Pou Lagwiyann dekolé), en paraphrasant Tiken Jah Fakoly. Un peu plus loin derrière elle, deux gendarmes gardent l'entrée de la sous-préfecture. Le face-à-face est poli entre nouveaux voisins. « *On se dit bonjour, ça en reste là* », rit Raymonde en vaporisant de la bombe antimoustique.

La coupure de trop après vingt ans sans aucun investissement d'EDF

Le collectif les Iguanes de l'Ouest, très actif à Saint-Laurent-du-Maroni, est né en 2015 après une panne d'électricité de plus de 24 heures qui avait paralysé la ville à cause d'un iguane tombé sur la ligne à haute tension. Après vingt ans sans aucun investissement de la part d'EDF, c'était la coupure de trop pour les habitants. « *J'avais*



Yves Alfred, vice-président des Iguanes de l'Ouest (à gauche), collectif créé en 2015 contre l'abandon de la région du Maroni. Pascal Gely

perdu du matériel électrique, ce n'est pas possible ! Nous avons donc multiplié les actions, soupire Yves Alfred, vice-président du comité, venu les bras chargés de café. Nous demandons que la ligne soit doublée entre Saint-Laurent et Sinnamary (commune à 150 kilomètres à l'est de Saint-Laurent-du-Maroni - NDLR). La "montagne d'or" (un énorme projet aurifère - NDLR) est en train de se construire, c'est hors de question qu'ils soient dotés en électricité et que nous, nous restions sous-équipés. » Timide, cet

employé à la mairie dit « *s'être forgé dans le mouvement. La force, on l'a jusqu'au bout, si on arrête là, on aura tout perdu* ».

Dans la ville de 45 000 habitants, empreinte de son passé de colonie pénitentiaire, les services de l'État ont déserté. En attendant la fin de la construction du nouvel hôpital, les Saint-Laurentais font avec les moyens du bord. Mais tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. « *Le président de l'agence régionale de santé, le sous-préfet, personne ne se fait soigner en Guyane. Ici,*

il n'est pas rare de se faire opérer de l'appendicite et ne pas ressortir », dénonce Jean-François, un agent de l'actuel hôpital.

Félix et Marc sont pompiers, ils viennent faire une pause au milieu de leur balade à vélo. Les cyclistes amateurs sont lassés d'être les couteaux suisses du secteur sanitaire. « *Nous pallions le manque d'ambulances en transportant les malades qui ont des maladies chroniques à l'hôpital. Nous avons aussi beaucoup d'opérations transfonalières avec le Surinam, des rapatriements* », détaille Félix. Pour remplir toutes ces missions, aucun renfort ne se profile. « *La collectivité territoriale guyanaise n'a pas les moyens d'organiser des concours pour recruter, alors on continue de travailler en mode dégradé.* »

Au lendemain d'un énième braquage dans la ville, les Iguanes de l'Ouest veulent aussi retrouver la tranquillité. Mais sans commissariat ni tribunal de grande instance, avec une gendarmerie en sous-effectif, l'insécurité enfle. Et les aberrations éatiques se multiplient. « *Les gendarmes contrôlent systématiquement les Guyanais avant d'arriver à Saint-Laurent au barrage Iracoubo, mais surveillent à peine la frontière maritime avec le Surinam* », s'indigne Yves Alfred, qui « *refuse de voter pour X ou Y à la présidentielle, je préfère continuer à lutter* ».

Ce n'est pas pour rien que, à Saint-Laurent, plus de 6 000 personnes avaient défilé fin

Tous comptent bien maintenir la pression jusqu'à samedi, jour du vote en Guyanne.

mars. Une affluence jamais vue depuis le carnaval, temps fort de la vie de la cité. Tous comptent bien maintenir la pression jusqu'à samedi, jour du vote des Guyanais pour la présidentielle. Focalisés sur leurs revendications, les Iguanes regardent de loin cette échéance, avec un regard voilé de désillusion. « *La France n'en a rien à cirer des déplacements et territoires d'outre-mer* », lâche Félix. « *J'entends certaines personnes dirent que Marine Le Pen va tout changer ici, mais c'est faux, s'agace Raymonde. Il faut arrêter de tout mettre sur le dos des immigrés ! Moi, personne ne me convient, alors sur mon bulletin je bar-rerai les noms et j'inscrirai à la place "Nou bon ké sa"* », on en a marre, en créole. ●

CÉCILE ROUSSEAU

Capital/travail

GAZ : BAISSÉ DES TARIFS RÉGLEMENTÉS

La Commission de régulation de l'énergie a annoncé une baisse des tarifs réglementés de 3,4 % pour les foyers se chauffant au gaz, de 1,2 % pour le gaz de cuisson et de 2,1 % pour le double usage. Depuis le 1^{er} janvier 2014, ces tarifs ont baissé de 16,2 %.

4 100

C'est la fourchette haute du nombre d'enfants touchés depuis 1967 par des malformations majeures survenues après la prise de Dépakine, selon l'Agence du médicament et l'assurance-maladie.

Village Pierre, Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane), envoyée spéciale.

Le drapeau français descendu de son mât et confié à un représentant de la collectivité territoriale guyanaise (CTG). À la place, celui des peuples natifs est hissé haut. En ce jour de rassemblement des représentants amérindiens en Guyane à Village Pierre, commune de 402 âmes de Saint-Laurent-du-Maroni, le message adressé à l'État est limpide. « Ici, c'est chez nous », chante un homme dans son dialecte.

Très actives dans le mouvement qui secoue le territoire, les différentes organisations de natifs ont pour une fois l'impression d'être écoutées. Au début de cette réunion, inédite depuis 1984, Christophe Pierre, leader des Jeunesses autochtones, lance fièrement : « Nous avons montré à la France et à la Guyane que nous pouvions nous mobiliser. » À la suite des négociations avec le gouvernement, 400 000 hectares de forêts détenues par l'État (ce qui est le cas de la majorité du foncier en Guyane - NDLR) leur seraient ainsi rétrocédés. La création d'un grand conseil coutumier serait aussi actée.

9 000

C'EST LE NOMBRE APPROXIMATIF D'AMÉRINDIENS QUE COMPTE LA GUYANE, SOIT ENVIRON 5 % DE LA POPULATION TOTALE.



Le message adressé par les communautés amérindiennes à l'État est limpide : « Ici, c'est chez nous ». Pascal Gely

La mise en lumière du combat séculier des premiers Guyanais

Mais Christophe Pierre reste prudent : « Nous avons besoin de nous réunir pour discuter de ce que nous avons obtenu, pour savoir ce que nous allons en faire, un parc naturel ou des constructions. Nous voulons une gouvernance propre sur la terre de nos ancêtres. Ça fait quinze mille ans qu'on est là, alors la collectivité territoriale guyanaise ne peut pas dire aux anciens où ils peuvent s'installer. »

Figure de proue de la communauté, le jeune homme de 23 ans bloquait dès fin mars le rond-point devant Village Pierre. La marche des Amérindiens à Cayenne avait également mis en lumière le combat séculier des premiers Guyanais. Colonisés, opprimés puis marginalisés par la République, ils ont eu officiellement la nationalité française dans les années 1960. Pour les 5 000 personnes, en majorité des Kali'na, qui peuplent les rives du Maroni comme pour les milliers d'autres disséminées sur le territoire, l'espoir de temps nouveaux a surgi. Les rythmes syncopés des sambulas (tambours) résonnent comme autant d'incantations pour l'avenir.

« J'ai besoin de me plonger dans ma culture pour mieux me retrouver »

« Cette lutte a appris aux gens à se battre, explique Christophe Pierre. On s'intéresse à nous seulement quand on a nos plumes et nos habits. L'État doit arrêter de nous voir comme des gentils, des pacifistes, on ne s'interdit pas des actions coups de poing. Que nous soyons guyanais ou amérindiens, personne n'est satisfait ! »

OUTRE-MER

Les Amérindiens de Guyane relèvent la tête

Très actifs dans le mouvement guyanais, les peuples natifs tenaient cette semaine une réunion historique. Leur mobilisation replace au premier plan le combat pour leurs droits.

Certains ont donc voyagé plus de quinze heures sur le fleuve ou par la route pour assister à ces retrouvailles historiques. Robert (1), lui, est venu du village d'Awala, à soixante kilomètres de là. Sur la terrasse en bois de la maison prête à accueillir la réunion, le professeur de collège médite : « Cette crise nous force à nous organiser de manière politique, elle nous pousse à prendre la parole, ce qui n'est pas toujours facile. Ça fait des années que nous nous battons, on ne s'est pas réveillés il y a deux jours ! Beaucoup de jeunes sont en échec scolaire, 80 % maîtrisent mal le français. Dans mon village, nous voulons plus de moyens, notamment pour recruter des intervenants en langue maternelle (ILM) en école primaire. Les jeunes sont en train de perdre leur culture. »

Enroulée dans son châle coloré, Clarisse, 17 ans, veut justement renouer avec ses racines. Membre de plusieurs collectifs

comme celui de son lycée, baptisé les Lumineux, cette étudiante déplore cette perte d'identité : « J'ai besoin de me plonger dans ma culture pour mieux me retrouver, d'appréhender la langue, les traditions, de porter les colliers... Cette mobilisation doit nous permettre de prendre un nouveau départ, c'est important pour ma génération », sourit-elle.

Dans cette ébullition revendicative, l'élection présidentielle arrive donc majoritairement au second plan. Robert garde toutefois cette échéance en ligne de mire : « On est français de fait, même si nous ne sommes pas reconnus par l'État. Le seul qui parle d'une libre organisation pour les peuples, c'est Jean-Luc Mélenchon. On attend des jours heureux. » ●

CÉCILE ROUSSEAU

LES DISCUSSIONS CONTINUENT

Depuis la fin de la semaine dernière, le dialogue reprend entre l'État et le collectif Pou Lagwiyan dekolé. Après son refus catégorique de valider la proposition gouvernementale d'un plan d'aide de plus d'un milliard d'euros sur dix ans, le collectif a envoyé dimanche à la ministre de l'Outre-mer un nouveau projet d'accord. Le gouvernement a fait une contre-proposition qui était encore, jeudi, en discussion en Guyane. Cette dernière mouture « prend acte de la demande de mesures supplémentaires à hauteur de 2,1 milliards d'euros », assure le gouvernement. La levée des barrages en Guyane dépend de sa validation.

(1) Le prénom a été changé.